

**Centre de Formation Professionnelle de Sénou : Cérémonie
d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie
Nationale de l'Entreprenariat au Mali**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 26 JUN 2024

1593

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Visite du Président Assimi
Goïta au Burkina Faso**

**Renforcement
de la coopération bilatérale**



**Le Mali appelle à l'abandon du franc CFA : Une
monnaie post-coloniale sous tension**



**Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique C.H.U-
LO.T.A : Le Professeur SYLLA Fatoumata démissionne**

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

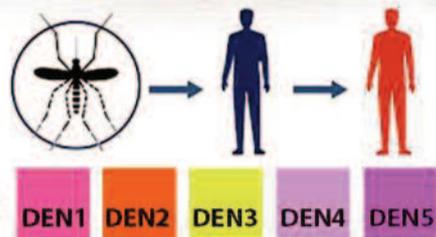


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*

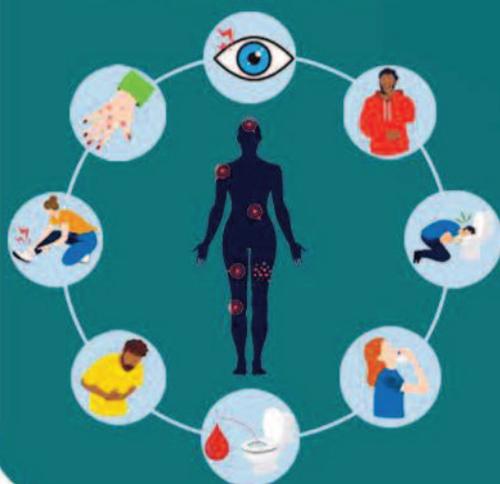


5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.10



P.13



P.18



/ Une /



Visite du Président Assimi Goïta au Burkina Faso : Renforcement de la coopération bilatérale

P.4

/ Brèves /



Mandat d'arrêt contre Iyad Ag Ghali : Espoir et doutes au nord du Mali
Tessit : L'Armée apporte une aide alimentaire essentielle à la population
Emmanuel Macron dénonce le RN et LFI pour leur rôle dans l'escalade vers une "guerre civile" : Une campagne présidentielle sous haute tension
Mali : La CNDH alerte sur les droits civiques et politiques

P.10

P.10

P.11

P.11

/ Actualité /



Centre de Formation Professionnelle de Sénou : Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entreprenariat au Mali
Le 10ème anniversaire du Réseau des Organisations pour une Citoyenneté Participative (ROCP) : BAGAYOKO Aminata TRAORE aux côtés du ROCP

P.13

P.14

/ Politique /



institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique C.H.U-LO.T.A ; Le Professeur SYLLA Fatoumata démissionne
Transition Malienne : Face à la terreur, La classe politique se solidarise
Le Mali appelle à l'abandon du franc CFA : Une monnaie post-coloniale sous tension

P.17

P.18

P.19

/ Culture & société /



Côte d'Ivoire : Des pluies diluviennes frappent Abidjan

P.20

/ International /



Forum d'été de Davos en Chine : La boussole de l'économie mondiale indique désormais le Sud Global
Conflit en Ukraine : La diplomatie russe convoque l'ambassadrice américaine suite à une tragédie à Sébastopol

P.21

P.22

/ Sport /



Crise du football du Mali : Les Aigles menacent de boycotter les prochains matchs

P.23

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Visite du Président Assimi Goïta au Burkina Faso | Renforcement de la coopération bilatérale



Les présidents malien et burkinabé, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA et le Capitaine Ibrahim TRAORE, se sont récemment rencontrés à Ouagadougou pour discuter des enjeux sécuritaires qui préoccupent la région du Sahel. Après une première entrevue à l'aéroport international, les deux Chefs d'État ont poursuivi leurs échanges au palais présidentiel, en présence de leurs délégations respectives.

Bien que le contenu des discussions n'ait pas été divulgué, il est clair que les deux dirigeants ont exprimé leur engagement commun à renforcer la coopération régionale pour lutter contre le terrorisme et l'instabilité. En plus des questions sécuritaires, les discussions ont probablement porté sur des stratégies visant à promouvoir le développement économique

et social des deux pays, conformément à la vision de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Lors d'une entrevue accordée à la presse à l'issue de la visite, le Président GOÏTA a souligné l'importance des liens historiques et culturels qui unissent le Burkina Faso et le Mali, ainsi que la nécessité de relever ensemble les défis communs auxquels ils sont confrontés. Il a fait part des échanges constructifs avec son homologue burkinabé sur les questions sécuritaires et de développement économique, soulignant la nécessité de coopérer pour assurer la sécurité des populations et favoriser le développement socio-économique.

Concernant la situation sécuritaire au Mali, le Président GOÏTA a assuré que celle-ci est sous contrôle, grâce aux efforts déployés pour renforcer les Forces armées Maliennes (FAMA) et

assurer la sécurité des institutions et des populations. Il a également mis en avant la coopération renforcée avec le Burkina Faso, notamment à travers des actions conjointes de formation, de partage de renseignements et de mutualisation des moyens.

Cette rencontre entre les présidents malien et burkinabé témoigne de leur volonté commune de renforcer la coopération bilatérale et régionale pour faire face aux défis sécuritaires et promouvoir le développement dans la région du Sahel. Lors de la récente visite du Président de la Transition, SE Colonel Assimi GOÏTA, au Burkina Faso, plusieurs points importants ont été abordés. Tout d'abord, il a été souligné l'acquisition du droit de poursuite des terroristes sur les territoires respectifs des deux pays, ce qui facilite les opérations conjointes.



Cela renforce la coopération en matière de sécurité entre le Mali et le Burkina Faso.

De plus, la visite a permis de réaffirmer l'engagement des deux pays au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette alliance vise à établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle, en répondant aux aspirations des populations à travers des actions coordonnées en matière de sécurité, de diplomatie et de développement.

Le Président de la Transition a mis son séjour à profit pour rencontrer la communauté malienne vivant au pays des hommes intègres. Il a souligné l'importance de l'industrialisation et de la mise en œuvre des propositions des experts pour le bien-être des populations, mettant ainsi l'accent sur le développement économique de la région.

La rencontre avec la communauté malienne résidant à Ouagadougou a été marquée par des échanges francs et constructifs sur l'avenir du Mali et les nouvelles orientations des autorités de la Transition. Le Président GÖÏTA a abordé la situation actuelle du pays, mentionnant les défis à relever et les progrès réalisés depuis le début de la Transition.

Il a également exprimé sa gratitude envers la communauté malienne pour sa participation aux différentes initiatives nationales, tout en

se montrant attentif aux doléances de la communauté pour améliorer les services consulaires et simplifier les procédures administratives visant à faciliter la vie des Maliens résidant à l'étranger.

Cette visite a renforcé les liens d'amitié et de coopération entre le Mali et le Burkina Faso, tout en posant les bases d'une collaboration plus étroite pour relever les défis communs et ouvrir de nouvelles perspectives pour un avenir plus prometteur. La déclaration du porte-parole de la communauté malienne souligne l'importance de la collaboration renforcée entre les autorités de la Transition au Mali et la diaspora malienne. Cette étape marque un

progrès significatif dans les efforts visant à impliquer la diaspora malienne dans la reconstruction et le développement du pays.

La rencontre entre le Président de la Transition, le Colonel Assimi GÖÏTA, et la communauté malienne représente un moment clé de sa visite à Ouagadougou, au Burkina Faso. Cette visite revêt une importance particulière dans le contexte actuel de transition politique au Mali, et témoigne de l'engagement du gouvernement de la Transition à dialoguer et à collaborer avec l'ensemble des acteurs de la société malienne, y compris la diaspora.

■ Ibrahim Sanogo



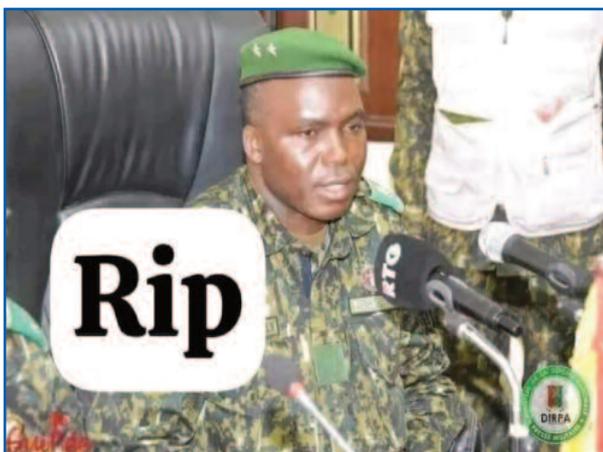
■ Kadhafi Diakité officiel



Urgent Guinée/décès : selon un communiqué du tribunal militaire, le général Sadiba Koulibaly, ancien chef d'état major des armées est mort en prison d'une crise cardiaque.

Rappel : L'ancien chef d'état-major des armées Sadiba KOULIBALY radié des effectifs de l'armée pour « atteinte à la sûreté de l'Etat, inconduite et abandon de poste » annonce le décret lu à la télévision nationale par Général Amara Camara.

Cette radiation intervient après sa condamnation ce vendredi à 5 ans de prison ferme par le tribunal militaire.



■ YBC-Communication



Aujourd'hui fait 18 jours toujours aucune nouvelle de Yeri Bocoum
Un administrateur

■ MALI foot/média •



La défaite contre la Côte d'Ivoire était aussi un problème de dirigeants ?
Peut être que c'est vrai qu'il y a un problème de dirigeants mais n'en fait pas la raison de vos 3 dernières défaites ou 3 défaites car je considère le nul contre le Madagascar une défaite.
Cette sortie est ratée les gars vous empirez votre situation. Gagner d'abord et parler ensuite.
Décider de faire une grève serait très malhonnête et lâche de votre part.
Nous méritons votre respect pour avoir fait le plein du stade du 26 mars à chaque match capital. Mes sentiments sportifs à vous
Issa Soum Soumaré



■ Binguini Bakhaga •



Notre marraine Kounkou Sora
Nous tenons à vous exprimer notre plus profonde gratitude, déjà pour avoir fait le déplacement pour le concert du 22 juin au stade du 26 Mars. Pour vous remercier également pour votre participation à l'invitation spéciale que nous avons donnée aux fans qui avaient fait le déplacement.
Votre présence et votre soutien ont été d'une valeur inestimable pour nous.
Merci encore de tout cœur pour votre soutien indéfectible





■ Abdoulaye Kone



L'hivernage est le moment propice pour la plantation d'arbres. Plantons le maximum d'arbres cette année.

■ Vive Les Aigles du Mali



Moussa Ba recadre les propos tenus par SOU-MAILA COULIBALY NationFoot



■ Réseau Des Jeunes Du CNID-FYT



Nous avons la profonde douleur de vous annoncer le décès de notre frère, ami et camarade Mamadou Bah dit Seyba. L'enterrement aura lieu demain mercredi à 14 h à Bolibana. Paix à son âme !



■ ENERGIE FM 107.9



Le kilogramme de la viande avec os est passé de 3000 à 3500f et sans os est cédé par endroit entre 4000 et 4500f.(consommateurs)



AES INFO



@AESinfos

#AESinfo | #BurkinaFaso Des Burkinabè manifestent devant l'ambassade du Sénégal à Ouagadougou Des manifestants burkinabè se sont rassemblés aujourd'hui devant l'ambassade du Sénégal à Ouagadougou pour exprimer leur indignation face à la manifestation co-organisée le 21 juin 2024 à Dakar par Amnesty International et la Coalition Sénégalaise des défenseurs des droits humains (COSEDDH).

Bassirou Diomaye Faye



@PR_Diomaye

J'ai effectué ce matin une visite sur la plateforme #Sangomar, où les premiers barils de pétrole sont en train d'être produits. Je salue l'abnégation et le mérite de tous ceux qui ont cru à la présence de cette ressource au fond de nos océans et fait la promotion du bassin sédimentaire du Sénégal. J'exprime également ma fierté après avoir vu à l'œuvre de brillants jeunes Sénégalais-es déployer leur savoir-faire au cœur de cette impressionnante plateforme. Je réitère mon engagement et celui du gouvernement pour une gestion transparente et équitable de nos ressources naturelles, au bénéfice du peuple Sénégalais.



Nia Dialla Keita



En vacance scolaire 2023-2024, les responsables, élèves et parents d'élèves de l'école " les Anges de Guika " ont célébré, samedi 22 juin 2024, au centre aéré BECEAO sis à Djelibougou, la fête de fin d'année avec joie et immense fierté suite aux avancées notoires constatées dans la réussite des enfants.

Maliweb Infos



Non ! L'inflation et la méfiance ne s'arrêtent pas aux frontières maliennes.

L'exfiltration de faux billets de francs CFA dans un pays membre de la zone monétaire communautaire, comme le Mali, peut avoir des conséquences qui ne se limitent pas seulement à ce pays. En effet, les 15 pays utilisant le franc CFA sont étroitement liés économiquement et monétairement. Voici quelques-unes des conséquences possibles :

Perte de confiance dans la monnaie :

L'introduction de faux billets dans l'économie d'un pays comme le Mali peut entraîner une perte de confiance dans la monnaie parmi les habitants et les entreprises. Cette perte de confiance peut se propager aux autres pays de la zone CFA.

Inflation :

La circulation de faux billets augmente artificiellement la masse monétaire, ce qui peut entraîner de l'inflation. Si cette situation n'est pas contrôlée, elle peut se répercuter sur les autres pays de la zone à cause des échanges commerciaux et des transactions transfrontalières fréquentes.

Instabilité économique :

Les faux billets peuvent perturber l'économie locale en créant des distorsions dans les transactions quotidiennes. Cela peut mener à une instabilité économique non seulement au Mali mais aussi dans les autres pays utilisant le franc CFA.

Coût pour les institutions financières :

Les banques et autres institutions financières devront investir des ressources supplémentaires pour détecter et retirer les faux billets de la circulation. Ces coûts peuvent être répercutés sur l'ensemble de la zone monétaire.

Interventions des autorités monétaires :

Les autorités monétaires de la zone CFA, telles que la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), devront peut-être intervenir pour stabiliser la situation. Ces interventions peuvent inclure des mesures de contrôle de la monnaie et des actions concertées entre les différents pays membres.

Relations économiques et commerciales :

Les relations économiques et commerciales entre les pays membres peuvent être affectées si l'un des pays subit une crise monétaire due à l'exfiltration de faux billets. La méfiance et la prudence dans les transactions peuvent augmenter, ralentissant ainsi les échanges commerciaux intra-régionaux.

En conclusion, l'introduction de faux billets de francs CFA dans un pays comme le Mali peut avoir des répercussions bien au-delà de ses frontières, affectant l'ensemble des pays membres de la zone monétaire CFA. Une approche coordonnée et des mesures de sécurité rigoureuses sont essentielles pour minimiser ces risques.



COMMUNIQUÉ INPS

Le Directeur Général de l'INPS porte à la connaissance des retraités que la dématérialisation des paiements des pensions sera effective à partir du 31 juillet 2024. A cet effet, il invite tous les bénéficiaires de droit à pension de fournir :

- Un numéro de compte bancaire pour ceux qui veulent être payés par virement bancaire ;
- Un numéro de téléphone pour ceux qui veulent être payés par mobile money.

NB : Ceux qui sont déjà payés par virement ou par mobile money ne sont pas concernés.

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

À RENSEIGNER PAR LES PENSIONNÉS

1 NOM ET PRENOM

2 N° DE PENSION

3 JOINDRE LE RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE ou LA FICHE D'IDENTIFICATION DE MOBILE MONEY

Veillez déposer ce fichier dans les Agences Principales, dans les Directions Régionales ou les Agences Secondaires.

Bamako, le 07 Juin 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Le Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Mandat d'arrêt contre Iyad Ag Ghali : Espoir et doutes au nord du Mali



La Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé la semaine dernière un mandat d'arrêt contre le chef djihadiste malien Iyad Ag Ghali. Au nord du Mali, la nouvelle est saluée par les populations. Le chef du groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), est recherché pour des crimes commis pendant l'occupation du nord du Mali entre 2012 et 2013.

Des habitants du nord jugent cette décision salutaire. Ils estiment que si l'on parvient à arrêter Iyad Ag Ghali, cela va soulager la population malienne surtout celle du nord. « Iyad, il fait partie du cerveau de cette crise au Mali. Vraiment, en l'arrêtant, on va contribuer de façon considérable à gérer cette crise-là », estime un habitant du Nord. Un avis non partagé par un autre : « on devait le faire avant bien aujourd'hui. Maintenant, on dirait que c'est trop tard. C'est trop tard parce qu'il y a eu beaucoup de dégâts ». Pour un autre habitant, « cette décision doit être exécutée. Et pour tous les autres chefs terroristes ». Alors que cet autre nordiste pense l'arrestation de Iyad Ag Ghaly est nécessaire quelque soit le timing.

Des experts sceptiques

Pour des analystes, arrêter Iyad Ag Ghaly est une équation difficile à résoudre. Pierre Claver Bakoroba Traoré enseignant à la faculté des sciences et techniques de Bamako pense qu'il faut des grands moyens pour parvenir à cette volonté. « Les Français, nous ont donné l'impression qu'ils étaient en train de le chercher, qu'ils n'ont pas pu le trouver. À un moment, nous avons appris que les Américains avaient mis sa tête à prix, on n'a pas pu le trouver. Aujourd'hui, dire que le mandat d'arrêt peut aboutir, personne ne s'y hasarderait à le dire », affirme l'analyste même s'il estime qu'un mandat d'arrêt international de cette nature « pourrait pousser les États qui l'abriteraient à penser par deux fois avant de le garder sur leur sol ».

S'il était arrêté par la CPI, Iyad Ag Ghaly serait le troisième jihadiste malien à être jugé par cette Cour internationale. Ahmad Al Faqi ancien membre d'Ançar eddine et Aqmi a été jugé, et condamné par cette même cour à neuf ans de prison en 2026. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, un autre membre présumé de ces organisations terroristes est aussi jugé depuis 2020. Le verdict de son procès est d'ailleurs attendu ce mercredi 26 juin 2024 à La Haye. par la CPI.

STUDIO TAMANI

Tessit : L'Armée apporte une aide alimentaire essentielle à la population



Sous les ordres du Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de Division Oumar Diarra, un geste humanitaire d'une grande envergure a été réalisé le lundi 24 juin 2024 à Tessit. Le Général de Brigade Daouda Traoré, Commandant du Poste de Commandement Interarmes Théâtre Est de l'Opération Maliko, a supervisé la distribution d'une aide alimentaire conséquente aux habitants de la région. Cette opération de bienfaisance, dirigée par le Capitaine Sylace Dakouo, Chef du Bureau Action Sociale et Action Civilo-Militaire de Gao, a permis à environ 300 familles de bénéficier de cette assistance humanitaire.

La valeur de la donation offerte par l'Armée est estimée à plus de 4 millions de FCFA et comprenait notamment 4 tonnes de semoule, 150 cartons de macaronis, des palettes de sucre de 10 kg et 38 cartons d'huile de 5 litres. Les autorités administratives et coutumières de Tessit, ainsi que les habitants, ont exprimé leur reconnaissance pour cette aide qui témoigne de l'engagement des plus hautes autorités du pays envers les personnes dans le besoin à travers tout le territoire national.

Le Capitaine Sylace Dakouo a souligné l'importance de cette action humanitaire et a rappelé que ce n'était pas la première du genre initiée par le Chef d'État-Major Général des Armées. Il a également encouragé la collaboration entre les civils et l'armée pour renforcer la sécurité dans la région. Le Capitaine Mohamed Lamine Cissé, chef de poste à Tessit, a assuré que la situation sécuritaire était sous contrôle malgré l'imprévisibilité de l'ennemi.

Le Conseiller communal de Tessit, Mohamed Ag Belcou, a salué cette initiative des Forces Armées Maliennes (FAMA) et a appelé les habitants à soutenir les efforts de sécurisation menés par l'armée. Il a souligné l'importance de la présence de militaires professionnels et dévoués à Tessit, exprimant sa gratitude envers les autorités pour leur soutien aux populations locales.

Fatou Sissoko

Emmanuel Macron dénonce le RN et LFI pour leur rôle dans l'escalade vers une "guerre civile" : Une campagne présidentielle sous haute tension

Dans une interview accordée au podcast Génération Do It Yourself animé par Matthieu Stefani, Emmanuel Macron a intensifié ses critiques à l'encontre du Rassemblement national (RN) et de La France insoumise (LFI), les accusant d'attiser les tensions en France. Le président français a mis en garde contre les programmes des "deux extrêmes", les qualifiant de facteurs conduisant "à la guerre civile". Emmanuel Macron a souligné que le succès du RN aux élections européennes était largement lié à l'insécurité ressentie par une partie de la population. Il s'est engagé à agir de manière plus rapide et plus ferme pour lutter contre l'impunité, tout en critiquant les réponses de l'extrême droite et de la gauche radicale, qu'il estime diviser la société en fonction de la religion ou de l'origine communautaire des individus.

Le président a reconnu que le RN et LFI répondaient à de véritables préoccupations de la population, telles que la sécurité ou la reconnaissance des minorités, mais qu'ils le faisaient de manière contre-productive en alimentant les conflits et en favorisant un climat propice à la guerre civile.

Emmanuel Macron a également abordé la théorie du "grand remplacement", attribuant ce sentiment de perte de contrôle et de déclin du progrès à des facteurs démographiques et existentiels. Il a souligné l'importance de recourir à des approches culturelles et narratives pour répondre à ces préoccupations profondes de la société.

Enfin, le président a évoqué la décision difficile de dissoudre l'Assemblée nationale, expliquant que ce choix s'était imposé malgré le manque de satisfaction qu'il en avait retiré. Alors que la campagne présidentielle s'intensifie, Emmanuel Macron est confronté à un contexte électoral tendu marqué par des débats passionnés sur l'avenir de la France.

Arouna Sidibé



Mali : La CNDH alerte sur les droits civiques et politiques



La commission nationale des droits de l'homme (CNDH) s'inquiète des menaces pesant sur l'exercice de certains droits civiques et politiques au Mali. Elle l'a fait savoir dans un communiqué rendu public vendredi dernier (21 juin 2024). La déclaration intervient alors que des responsables politiques sont arrêtés.

Dans la note, la CNDH attire l'attention des autorités sur les allégations de disparition forcée, d'enlèvement, de violation de domicile privé et d'arrestation arbitraire. L'organisation se fonde ainsi sur les principes du pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples pour faire des rappels et recommandations.

L'organisation de défense des droits de l'homme invite les autorités à privilégier l'instauration d'un climat de tolérance, de concorde sociale pour une paix durable au Mali. Elle a aussi rappelé que la protection des droits de l'Homme est une responsabilité partagée.

Cependant, la CNDH invite les populations, les hommes de médias, les activistes et autres utilisateurs de réseaux sociaux à éviter tout propos incitatif à la haine et à la violence.

Série d'arrestations

À noter que, ce document est publié une dizaine de jours après la disparition de l'activiste Yeri Bocoum. Il a été enlevé le 8 juin dernier alors qu'il quittait son domicile à Kati.

Sur les onze leaders politiques interpellés la semaine dernière dix ont été présentés au procureur du tribunal de la commune V ce lundi 24 juin 2024. Un avait été libéré auparavant à la demande du barreau, à cause de son statut d'avocat. Le procureur a placé les dix autres responsables politiques sous mandat de dépôt en attendant leur jugement. Il faut rappeler que ces personnes toutes des responsables de partis politiques ont été arrêtées alors qu'ils tenaient une réunion chez un de leurs camarades. L'ancien Premier ministre Moussa Mara, a, sur son compte Facebook exprimé sa solidarité vis à vis des leaders politiques arrêtés tout en demandant leur « libération immédiate ». Les anciens ministres Ousmane Amion Guindo et Cheick Oumar Sissoko, tous responsables politiques ont aussi condamné ces arrestations.

STUDIO TAMANI



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **NO VERT** **80 00 2222**

Centre de Formation Professionnelle de Sénou : Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entreprenariat au Mali



Sous la présidence de Madame BAGAYOKO Aminata TRAORE, Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, s'est tenue au Centre de Formation Professionnelle de Sénou la cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entreprenariat au Mali (SNE) et de son plan d'action pour la période 2025-2029.

Cet événement a réuni de nombreuses personnalités importantes, telles que le collègue de l'Industrie et du Commerce, la représentante résidente de l'ONU-Femmes au Mali, ainsi que le 1er Vice-président du Conseil National du Patronat du Mali. Étaient également présents des membres du Cabinet, des représentants des partenaires techniques et financiers, des structures régionales, de la Société civile et du Secteur Privé.

La Stratégie Nationale de l'Entreprenariat s'inscrit dans la vision de Madame le Ministre et dans la démarche entreprise par le Gouvernement visant à impliquer un large éventail d'acteurs dans la définition des priorités et des

actions à mettre en œuvre pour répondre aux préoccupations et aspirations des jeunes et des femmes.

La cérémonie a été marquée par des interventions du CNPM et de la représentante résidente de l'ONU-Femmes au Mali, suivies du discours d'ouverture de Madame le Ministre. Le 1er Vice-président du CNPM a souligné le soutien du secteur privé à cette stratégie visant à encourager et renforcer l'écosystème entrepreneurial des jeunes et des femmes au Mali.

La représentante résidente de l'ONU-Femmes au Mali a souligné que la validation de cette stratégie contribuera à surmonter les obstacles entravant la promotion de l'entreprenariat des femmes et des jeunes dans toutes ses dimensions, avec l'égalité des sexes et l'accès des femmes au travail décent au cœur des préoccupations de l'ONU-Femmes au Mali.

Madame le Ministre a mis en avant l'importance de l'accès à l'emploi et aux opportunités économiques et éducatives pour la population

active, en particulier les jeunes et les femmes. Elle a souligné les défis liés à l'insuffisance des capacités entrepreneuriales, à l'accès limité au crédit et aux facteurs de production, ainsi qu'aux faiblesses des mécanismes de financement de projets.

Elle a rappelé que ce processus de validation est le résultat d'une démarche entamée en octobre 2023, comprenant la validation de la note de cadrage du Consultant, des ateliers thématiques à Bamako, des collectes d'informations et des entretiens dans plusieurs régions du Mali pour dresser un état des lieux de l'entreprenariat. Les participants ont été invités à examiner en profondeur les documents soumis et à formuler des recommandations pour une meilleure promotion de l'entreprenariat au Mali.

Madame la Ministre a conclu son discours en invitant les participants au Salon de l'Ingénierie, de la Transformation et de l'Apprentissage (SITA) organisé par son Département, qui se déroulera du 03 au 06 juillet 2024, au CICB à Bamako. Ensuite, elle a officiellement lancé les travaux de l'atelier national du projet de la Stratégie Nationale de l'Entreprenariat au Mali, ainsi que son plan d'action pour la période 2025-2029. Cette initiative vise à promouvoir l'entreprenariat au Mali et à mettre en place des mesures concrètes pour soutenir les entrepreneurs locaux. La participation au SITA et l'adoption de la Stratégie Nationale de l'Entreprenariat témoignent de l'engagement du gouvernement en faveur du développement économique et de la promotion de l'innovation dans le pays.

■ Karamoko B Keita

Le 10ème anniversaire du Réseau des Organisations pour une Citoyenneté Participative (ROCP): BAGAYOKO Aminata TRAORE aux côtés du ROCP

Le 24 juin 2024, le 10ème anniversaire du Réseau des Organisations pour une Citoyenneté Participative (ROCP) a été célébré avec éclat au Palais de la Culture de Bamako. La cérémonie a été présidée par Madame le Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, BAGAYOKO Aminata TRAORE. Le thème choisi pour cette occasion était la gestion des déchets et l'autonomisation des femmes.

chets et l'autonomisation des femmes.

L'événement a rassemblé diverses personnalités telles que le Ministre de la Jeunesse et des Sports chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, le Président du Conseil Économique Social et Culturel, des anciens ministres, ainsi que des jeunes et des femmes membres du réseau. Les participants ont pu assister aux interventions du parrain,

de la marraine et de la présidente du ROCP, ainsi qu'au discours d'ouverture de Madame le Ministre.

Un concours d'art culinaire et une conférence-débat sur la chaîne de valeur ont également animé l'événement. Les intervenants ont souligné l'importance de sensibiliser les populations aux problématiques des déchets plastiques et de promouvoir la citoyenneté active, mettant en avant les effets néfastes de ces déchets sur l'environnement et la santé publique.

Le Ministre a souligné que le choix du thème du 10ème anniversaire est en adéquation avec les priorités du gouvernement actuel, dirigé par Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État, qui accorde une importance primordiale à la protection de l'environnement. Elle a félicité la Présidente du ROCP et toute son équipe pour leur engagement en faveur du développement et de l'autonomisation des femmes.

En conclusion, cet anniversaire a permis de mettre en lumière le travail accompli par le ROCP au cours de la dernière décennie, soulignant l'importance de la mobilisation ci-





toynenne pour relever les défis environnementaux et sociaux de notre époque. L'événement a également mis en avant l'importance de promouvoir la citoyenneté active. Les intervenants ont exprimé leur reconnaissance envers Madame le Ministre pour le soutien apporté par ses structures telles que l'ANPE, le FAFPA et l'APEJ en faveur du réseau dirigé par Madame KATILÉ Adjaratou SENE.

Le Ministre a rappelé que le thème du 10ème anniversaire était particulièrement pertinent alors que le Gouvernement, sous la direction de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État, fait de la protection de l'environnement une priorité. Elle a salué le travail réalisé par la Présidente du Réseau et son équipe au cours de la dernière décennie en faveur du développement et de l'autonomisation des femmes.

Elle a exprimé sa gratitude envers toutes les femmes leaders des régions et du district de Bamako pour leur engagement, mettant en avant la devise du Réseau : "Un autre citoyen est possible".

En conclusion de son allocution, Madame le

Ministre a convié la Présidente du Réseau et l'ensemble de ses associations à participer au Salon de l'Ingénierie, de la Transformation et de l'Apprentissage (SITA) organisé par son Département du 03 au 06 juillet 2024. Elle a ensuite adressé ses vœux d'anniversaire au Réseau avant d'inaugurer la conférence-débat sur la chaîne de valeur dans la gestion des déchets solides ménagers.

Cet événement a ainsi mis en lumière l'engagement en faveur de la citoyenneté active, de la préservation de l'environnement et de l'autonomisation des femmes, tout en encourageant une participation future à un salon professionnel majeur dans le domaine de l'ingénierie et de la transformation.

■ Ibrahim Sanogo





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique C.H.U-LO.T.A : Le Professeur SYLLA Fatoumata démissionne



A peine nommé Directeur Général de l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique C.H.U-LO.T.A., le Médecin Colonel Major Adama Issaka GUINDO le 8 mai dernier, certains employés de l'Institut sont constamment l'objet de suspicion de sa part. Par respect pour son honneur et sa dignité, et pour ne pas être complice d'une gestion opaque qui se profile à l'IOTA, la Cheffe du Département Formation, le Professeur SYLLA Fatoumata, a remis sa démission le 7 juin 2024, décision acceptée par le DG dans une lettre confidentielle.

Selon le Professeur SYLLA Fatoumata, depuis l'arrivée du Médecin Colonel Major Adama Issaka GUINDO à la direction du CHU-IOTA, elle est constamment l'objet de suspicion de sa part. Elle confirme que cette suspicion a été clairement exprimée lorsque le DG lui a dit : "Fatou, tu veux ma tête. Je suis intelligent, je vois exactement tout ce que tu manigances dans mon dos." Ces propos ont fortement détérioré la qualité de leur relation professionnelle.

Il semble qu'un document ait été envoyé par le Professeur Sylla Fatoumata au DG, demandant une amélioration des relations humaines entre les étudiants en DES et l'administration. Le nouveau DG, Adama Issaka GUINDO, a pris cela comme un prétexte, créant ainsi un climat de méfiance. Dès réception de la lettre, le DG a organisé une réunion avec tous les chefs de départements, même en l'absence de l'intéressée pour des raisons de service. Il semble

que le DG a sorti le contenu du courrier de son contexte initial et l'a relié à d'autres événements passés (où le Professeur SYLLA a été considérée comme instigatrice), notamment celui du SYMEMA, entre autres. Malgré les explications fournies lors d'une discussion en tête-à-tête, le nouveau DG a clairement accusé la Professeur Sylla de déstabiliser son autorité !

Dans sa lettre de démission, le Professeur Sylla Fatoumata explique à son Directeur qu'en tant qu'enseignante de rang A, la plus ancienne dans le grade le plus élevé actuellement au CHU-IOTA, son plus grand souhait est de voir l'Institut maintenir son leadership en ophtalmologie, un objectif que le DG connaît bien. Pour elle, le CHU-IOTA doit briller par la qualité de ses services et de sa formation, un objectif qui a été leur motivation depuis sa nomination à la tête du département formation le 15 mars 2019.

Depuis, elle a eu l'opportunité de travailler avec 3 Directeurs Généraux différents, chacun porteur de sa propre vision et de ses ambitions. Elle et ses étudiants ont collaboré de manière professionnelle, cordiale et respectueuse, sans aucun soupçon ni mesquinerie, dans un esprit constructif. Ils ont déployé tous leurs efforts pour atteindre les 12 objectifs qui leur avaient été assignés.

Monsieur le Directeur, le travail acharné accompli au cours de ces cinq dernières années avec passion par toute l'équipe du département de formation a pu être maintenu grâce à un climat de confiance et de respect mutuel. L'enseignement étant ma passion, nous l'avons mené avec dévouement et rigueur. Malheureusement, depuis votre arrivée, un climat de méfiance envers certaines personnes s'est installé. Bon nombre de mes actions, paroles ou décisions au sein du CHU-IOTA sont perçues comme douteuses, équivoques, voire inquiétantes. Vos remarques désobligeantes lors de réunions, qu'elles soient officielles ou non, portent atteinte à mon intégrité morale. Cette atmosphère de suspicion constante et vos avertissements d'aujourd'hui ne me permettent plus de travailler sous votre direction en tant que chef de département. Par conséquent, je vous présente ma démission.

Bokoum Abdoul Momini



Transition Malienne : Face à la terreur, La classe politique se solidarise



Une bonne dizaine de responsables politiques sont retenus à la Brigade d'Investigation Judiciaire, depuis la semaine dernière, dans le cadre d'enquêtes préliminaires sur les tenants d'une convergence à Baco-Djikoronni. Leur arrestation collective est survenue jeudi après-midi, à la suite d'une intervention de la Gendarmerie nationale au domicile du vice-président de l'Adema – PASJ, Moustapha Dicko. Parmi les personnalités retenues à la BIJ figurent, outre le célèbre hôte de la rencontre, l'avocat Me Bathily apparemment privilégié par son statut professionnel, ainsi que l'ancien ministre et secrétaire général de l'Adema, Yaya Sangaré.

Selon les informations distillées dans les réseaux sociaux avec plus de promptitude que d'ordinaire, les enquêtes à leur sujet se justifieraient par la détection d'indices matériels quant aux préparatifs d'une mobilisation politique en faveur du retour à l'ordre constitutionnel. Or l'épisode intervient sur fond de restriction des libertés d'association au moyen d'une mesure suspensive des activités des partis politiques ainsi que des associations à caractère politique. Les intéressés s'en défendent et évoquent, à travers les mêmes canaux, une rencontre initiée dans le sillage de la fête de Tabaski pour échanger de vœux entre camarades de la même obédience politique.

Aux dernières, la dizaine de personnalités concernées pourraient avoir tiré profit de la judiciaire du dossier car il nous revient, de

source crédible, que les tribunaux désignés se sont tour à tour déclarés incompetents pour en connaître. Les relents du malaise consécutif à la récente affaire Synabef seraient-ils passés par-là ? Il n'empêche que certains de leurs soutiens politiques se préparent au pire et invitent à une convergence massive vers le tribunal de la Commune V en guise de solidarité aux détenus.

Il va sans dire que l'affaire aura fait rejallir les frustrations à peine contenues chez une classe politique visiblement excédée et qui ne digère qu'à son corps défendant les velléités de son étouffement et les atteintes répétitives aux libertés fondamentales constitutionnellement reconnues et acquises. En atteste pour le moins la salve d'indignations que l'arrestation des acteurs de l'Alliance du 31 Mars a inspirées aux organisations membres de cette plateforme ainsi qu'à bien d'autres. De Moussa Mara à Housseini Amion Guindo en passant par le Parena et d'autres associations de la société civile, la solidarité aux leaders politiques arrêtés s'est aussitôt traduite par un torrent de dénonciations, d'expressions de révolte contre une démarche que tous décrivent comme un recul démocratique, un retour à la bâillonnette et une violation de la constitution aux dépens des libertés fondamentales. C'est à l'unisson, par conséquent, que leurs réclamations respectives ont convergé vers une libération sans condition des acteurs politiques détenus ainsi que le retour aux normes républicaines. Ce faisant, cette crème de la classe politique ma-

nifeste du même coup – sans doute plus bruyamment que naguère – son rejet des mesures restrictives des libertés politiques et associatives que les autorités actuelles ont imposées aux partis, suite à leurs gênants appels à une transition civile à l'expiration du délai de la transition en cours.

La mise en hibernation forcée de leurs activités n'est qu'une terreur parmi tant d'autres qui s'abattent sur la classe politique malienne avec la caution de ses composantes les moins nanties, qui nourrissent l'espoir d'émerger d'un éventuel big-bang du microcosme. Quant aux formations les plus nanties, elles auront longtemps résisté au sevrage financier infligé par la Transition militaire avant le coup de grâce du Dialogue Inter-Maliens à travers des décisions affligeantes : suppression de l'aide publique aux partis, réduction de leur nombre, rupture d'avec leurs connexions sociales traditionnelles, etc. Des recommandations qui résonnent tel un prolongement des mesures antérieures pour aseptiser la future arène électorale contre d'éventuelles ambitions concurrentielles de celle de l'actuel président de Transition. La dernière mesure de restriction en date figure dans une nouvelle loi qui interdit aux partis politiques de coaliser leurs moyens, mais on note auparavant la dépolitisation du gouvernement à la faveur du dernier remaniement ainsi que la dissolution de nombreux conseils de collectivité au profit de délégations spéciales, sans compter une campagne de dénigrement entretenue à dessein pour accentuer la désaffection du citoyen vis-à-vis de la chose politique.

Mais, en s'y prenant par la flagrance dans la répression et l'arbitraire, les méthodes privatives et autres atteintes tous azimuts aux droits et libertés, il est fort probable que les autorités aient franchi le Rubicon déclencheur d'une conscience collective voire d'un instinct protecteur contre le péril de disparition qui guette l'espèce politique malienne.

A KEÏTA

Source : Le Témoin

Le Mali appelle à l'abandon du franc CFA : Une monnaie post-coloniale sous tension

Le président de la Transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, a récemment suscité la controverse en accusant la France d'imprimer de faux billets de francs CFA dans le but de déstabiliser l'économie malienne. Lors d'un discours public le 22 juin, il a appelé à un abandon accéléré du franc CFA en tant que monnaie coloniale et a exhorté les experts à prendre des mesures concrètes en ce sens.

Le franc CFA, créé en 1945, est largement critiqué en Afrique de l'Ouest pour symboliser l'influence économique et monétaire persistante de la France sur ses anciennes colonies. Pour de nombreux Africains, l'utilisation du franc CFA va à l'encontre de la pleine souveraineté des pays de la région, en particulier dans un contexte de renforcement de la souveraineté économique des pays du Sahel.

Assimi Goïta a dénoncé l'utilisation de faux billets de francs CFA pour déstabiliser l'économie malienne lors d'une visite dans la région de Sikasso. Il a appelé à l'abandon du franc CFA au profit d'une monnaie propre pour le Mali et ses voisins, soulignant la nécessité de renforcer la souveraineté économique et de prévenir toute ingérence étrangère.

Les experts économiques estiment que le franc CFA maintient les pays africains dans une dépendance économique vis-à-vis de la France, constituant ainsi un élément de "néo-colonialisme monétaire". Les appels à l'abandon du franc CFA se multiplient, avec le Président de la Transition nigérien, le général Abdourahamane Tchiani, déclarant que les pays de l'Alliance des États du Sahel sont prêts à renoncer à cette monnaie pour recouvrer leur souveraineté totale.

La question du franc CFA a également été au cœur de débats politiques au Sénégal, où des personnalités telles qu'Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye ont exprimé leur volonté d'aller vers une nouvelle monnaie. Le nouveau Premier ministre sénégalais a souligné la nécessité d'assumer les responsabilités pour mettre fin à l'utilisation du franc CFA, perçu comme un obstacle au développement économique.

Dans un contexte historique, l'utilisation du franc CFA est considérée comme une forme de servitude monétaire imposée par la France pour maintenir son influence économique en Afrique. Alors que la question de l'abandon du franc CFA prend de l'ampleur, les pays de l'Alliance des États du Sahel et le Sénégal envisagent sérieusement de revoir leur système monétaire pour favoriser un développement économique plus indépendant et souverain.

La remise en question du franc CFA met en lumière les enjeux de souveraineté économique et politique auxquels font face les pays africains. Les appels à l'abandon de cette monnaie coloniale marquent un tournant significatif dans la quête d'indépendance et de développement des pays de la région.

■ Ibrahim Sanogo



Côte d'Ivoire : Des pluies diluviennes frappent Abidjan



Des pluies diluviennes ont récemment touché la capitale économique de la Côte d'Ivoire, Abidjan, provoquant des inondations et des glissements de terrain meurtriers. En effet, les précipitations ont été quatre fois supérieures à la normale, entraînant la mort d'au moins 24 personnes en l'espace de 10 jours. Ces événements tragiques ont été signalés par les autorités locales, qui ont souligné l'intensité exceptionnelle du début de la saison des pluies.

L'Office national de la protection civile (ONPC) a rapporté que les pluies torrentielles, tombées du jeudi 13 au samedi 22 juin, ont causé ces décès et ont également mis en garde contre le risque d'effondrement de bâtiments.

Deux personnes sont également portées disparues après avoir été emportées par les eaux. Ces chiffres sont une mise à jour par rapport au bilan précédent établi par les pompiers.

La Sodexam, le service météorologique national, a indiqué qu'environ un quart des précipitations prévues pour toute la saison des pluies de trois mois sont tombées en seulement 24 heures. Par exemple, dans la commune de Yopougon, 214 millimètres de pluie ont été enregistrés en une journée, alors que la moyenne habituelle est de 50 millimètres.

Les inondations et les glissements de terrain sont malheureusement devenus récurrents à Abidjan, où près de six millions de personnes

résident. Malgré les efforts du gouvernement pour nettoyer les zones à risque, de nombreux habitants vivent toujours dans des cabanes situées dans des zones inondables.

En 2023, le pays avait déjà été confronté à des inondations meurtrières, causant la mort d'au moins 30 personnes. Ces événements soulignent la nécessité de renforcer les mesures de prévention des risques naturels et d'améliorer l'assainissement dans les zones vulnérables pour protéger la population des conséquences désastreuses des intempéries.

Arouna Sidibé

Forum d'été de Davos en Chine : La boussole de l'économie mondiale indique désormais le Sud Global



De Forum d'été de Davos, qui se distingue du Forum économique mondial (WEF) qui se tient chaque année à Davos en Suisse, est aujourd'hui une plateforme stratégique d'échange sur les changements clés de l'économie mondiale. Il s'est tenu pour la première fois en 2007 à Dalian, sur proposition du fondateur du WEF, Klaus Schwab. Par la suite, la réunion s'est tenue de manière alternée à Dalian et à Tianjin, offrant une fenêtre unique sur les nouvelles tendances de l'économie et de la coopération mondiales, avec un accent particulier sur les industries émergentes. Cette année, la conférence abordera six grands thèmes, à savoir la nouvelle économie mondiale, les nouvelles frontières de l'industrie, la Chine et le monde, l'esprit d'entreprise à l'ère de l'intelligence artificielle, l'investissement dans les personnes, et l'interconnexion du climat, de la nature et de l'énergie.

Dans un contexte économique mondial caractérisé par une quatrième révolution industrielle alimentée par l'intelligence artificielle, mais également marqué par de multiples défis

géopolitiques, écologiques, alimentaires, ou encore énergétiques, le Forum a pour mérite d'explorer des stratégies pratiques et durables afin de stimuler la croissance. Pour la Chine, pays hôte, la réunion est une occasion de communiquer sa vision de coopération et d'ouverture, ainsi que les opportunités qu'elle offre son développement de qualité au monde entier. Lors de la dernière édition de Forum en 2023, la Chine s'est engagée, par la voix de son Premier ministre Li Qiang, à accélérer la création

d'un environnement commercial de premier ordre axé sur le marché, à renforcer l'État de droit, et à soutenir davantage le développement de tous les types d'entreprises.

Cette annonce constitue une bonne nouvelle pour les pays africains, qui ont pour la plupart la Chine comme important partenaire commercial. En outre, les travaux du Forum d'été de Davos continuent d'offrir aux délégués africains une plateforme unique pour nouer des contacts avec des chefs de gouvernement et des représentants d'entreprises. C'est également un cadre qui leur permet d'identifier l'importance du continent africain dans l'économie mondiale, et de positionner leurs pays respectifs comme des destinations d'investissement compétitives. Enfin, c'est une tribune qui permet aux États africains de s'inspirer de la modernisation chinoise pour bâtir une Afrique souveraine et prospère. Tout porte à croire que le Forum d'été de Davos, devenu une boussole de l'économie mondiale, indique désormais le Sud Global, et que l'Afrique, aux côtés de la Chine et des autres économies émergentes, est appelée à jouer un rôle beaucoup plus important dans l'économie mondiale.

Source : cgtn.com



Conflit en Ukraine : La diplomatie russe convoque l'ambassadrice américaine suite à une tragédie à Sébastopol



Après une frappe ukrainienne meurtrière sur une plage de Sébastopol, la diplomatie russe a pris des mesures en convoquant l'ambassadrice américaine, Lynne Tracy. Cette tragédie a causé de nombreuses pertes humaines, y compris des enfants, et a suscité une forte réaction de la part du ministère russe des Affaires étrangères.

Selon les informations communiquées par le ministère russe, des missiles américains ATACMS utilisés par l'armée de Kiev ont touché la population civile de Sébastopol, en Crimée, provoquant des victimes innocentes. Cette attaque a conduit à une démarche officielle envers l'ambassadrice américaine, ac-

cusant les États-Unis de complicité dans ce crime.

La diplomatie russe a souligné lors de la rencontre avec Lynne Tracy que les États-Unis sont désormais partie prenante du conflit en Ukraine en fournissant des armes de pointe à l'armée ukrainienne, dont le ciblage est supervisé par des spécialistes militaires américains. Ainsi, Washington est tenu pour responsable de l'attaque sur Sébastopol, tout comme Kiev.

Le ministère russe a clairement exprimé sa position en déclarant que de telles actions ne resteront pas impunies. Des mesures de re-

présailles sont envisagées contre les États-Unis pour leur rôle dans ce drame. Cette affaire soulève des tensions supplémentaires entre les deux pays et souligne l'implication directe des États-Unis dans le conflit ukrainien.

La situation reste tendue alors que la Russie envisage des réponses à cette attaque tragique. Les conséquences de cet événement sur les relations internationales et sur le conflit en Ukraine demeurent incertaines, mais une chose est sûre : la violence ne fera qu'aggraver une situation déjà complexe et délicate.

Arouna Sidibé

Crise du football du Mali: Les Aigles menacent de boycotter les prochains matchs



La semaine dernière, les joueurs de l'équipe nationale de football du Mali, connue sous le nom des "Aigles du Mali", ont lancé un appel urgent aux responsables de la Fédération malienne de football. Ils dénoncent la mauvaise gestion de ces derniers, qu'ils considèrent comme la principale cause des résultats décevants du Mali dans les compétitions internationales. Les joueurs ont même menacé de boycotter les prochains matchs si des changements concrets ne sont pas mis en place.

Hier, un communiqué de la Fédération malienne de football est apparu sur les réseaux sociaux, convoquant le capitaine de l'équipe, Hamari Traoré, pour des explications. Cette

convocation fait suite aux déclarations virulentes du capitaine, pointant du doigt l'instance malienne pour sa gestion jugée chaotique. Hamari Traoré a souligné l'importance cruciale de la préparation des matchs pour l'équipe et a exprimé la frustration de ses coéquipiers face à la situation actuelle.

En réaction, le comité exécutif de la Fémafoot a demandé des explications à Hamari Traoré pour ses prises de position publiques. Ce dernier risque des sanctions, notamment en raison de son rôle de capitaine de l'équipe. Par ailleurs, le sélectionneur Éric Sekou Schell a été remercié par la FÉMAFOOT suite à des difficultés rencontrées lors du déplacement de l'équipe en Afrique du Sud pour affronter Ma-

dagascar dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du Monde.

Cette crise qui secoue le football malien semble dépasser le simple cadre de l'équipe nationale. Une profonde introspection et une analyse approfondie de la situation sont nécessaires à tous les niveaux de la hiérarchie pour identifier les problèmes sous-jacents et les résoudre de manière durable. Il est crucial de ne pas se limiter aux seuls sélectionneurs, mais de remettre en question l'ensemble du système.

Affaire à suivre.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

C'est grâce à de nouveaux contacts que vous poserez vos jalons. Dans le travail, la journée est riche en rebondissements. Si vous pensiez que rien ne bougeait pour vous professionnellement, vous faisiez fausse route. Des occasions se présentent.

Pécuniairement, ça se passe bien. Une petite somme d'argent vient garnir votre compte en banque. Si l'on vous devait des sous, vous recevez un remboursement avec des intérêts, c'est plutôt une bonne nouvelle. Cette situation vous plaît bien.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Avec cette conjonction Lune/Mars dans le domaine professionnel, vous vous sentez gonflé de courage. Votre but devient accessible, la force est en vous ! Ténacité et solidité sont les deux qualités indéniables dont vous faites preuve toute la journée.

Le trigone Vénus/Mars vous apporte beaucoup d'habileté dans les affaires d'argent, si votre travail le suggère. Des opportunités immobilières pourraient se présenter, sachez les saisir à temps, la période est réellement propice aux investissements.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Jupiter et Pluton en Capricorne, ce sera déjà plus qu'il n'en faudra pour renforcer votre productivité. Vous serez sur la bonne voie pour faire évoluer vos compétences, pour vous tester sur de nouveaux terrains, provoquer des opportunités intéressantes.

L'influence de Neptune pourrait bien entamer votre sens des réalités et encourager vos élans de dépenses compulsives. En clair, vous n'aimerez rien vous refuser, avec une tendance à vivre au-dessus de vos moyens, sans vous soucier du lendemain.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le climat est mitigé, une influence assez lourde pourrait durcir l'ambiance. Vous pourriez être ralenti ou freiné par des personnes qui vous jalouent. Si jusqu'à présent, vous n'aviez rien vu venir, il est grand temps d'agir en conséquence.

Gare aux prises de risques mal calculées. Des petits soucis avec des rappels de facture mettent vos comptes dans le rouge. Certaines opérations financières incontrôlées pourraient vous apporter quelques contrariétés. Agissez avec précaution.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le moment est venu de redéfinir vos objectifs professionnels, vous êtes dans une situation qui mérite quelques réajustements. Si vous souhaitez modifier certaines choses, ne vous gênez pas, à la clé aujourd'hui, des possibilités de renouvellement.

L'argent circule très rapidement sur vos comptes, vous n'avez pas le temps de faire des économies. Si vous touchez une prime ou un héritage, vous serez tenté de tout dépenser, seulement il faut vous montrer raisonnable pour le moment.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Quelques difficultés peuvent arriver. Un comportement inhabituel peut surprendre tout le monde, vous y compris ! Votre discrétion innée peut laisser la place à une attitude survoltée, inappropriée. Ajouté à du découragement, c'est la totale !

Vous risquez un désaccord avec une tierce personne. Mais grâce à votre caractère raisonnable et votre esprit prudent, vous parvenez à rétablir la situation, à force de bon sens et d'analyse. Félicitations, vous retournez même le sujet à votre avantage !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Entreprenants et super positifs avec votre signe, Mars et Vénus vous donneront des ailes et maximiseront vos chances de réussite. Quel que soit votre domaine d'activité, vous foncerez, bien décidé de vous impliquer à fond dans ce que vous ferez.

Le carré Soleil/Jupiter vous invitera à plus de sérieux. Dans votre cahier des charges, vous trouverez une incitation à vérifier vos comptes, à dépenser « utile » et à mettre des euros de côté. Contraignant, mais efficace pour vous en sortir au mieux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous avez une affaire à finaliser, il se peut que des retards interviennent et que vous soyez dans l'obligation de reporter. Pas de panique, cher natif, c'est reculer pour mieux sauter. Voyez le point positif, profitez-en pour revoir vos dossiers.

Tout ce qui permet d'optimiser votre budget est à votre portée. Vous ne pouvez pas ignorer que certaines facilités vous permettent de mettre un peu d'argent de côté. Pour ne pas retomber dans les difficultés financières, jouez l'économie.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous planifiez vos diverses activités en fonction de votre planning de travail et surtout de vos envies du jour. Tant que vous pouvez vous l'autoriser, pourquoi vous en priver ! Cependant, vous restez concentré sur vos objectifs sans sauter d'étape.

Un mélange de lucidité et de prudence vous permet de faire des petites économies. Vous pensez juste, vous demandez conseil auprès de personnes de référence, cela vous offre la chance de doubler vos gains. Persévérez, vous tenez le bon bout !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vénus apporte au domaine professionnel une certaine harmonie, qui vous fait défaut pendant cette journée. Ce sentiment d'infériorité que vous ressentez vous rend nerveux, mais vous ne laissez rien paraître auprès de vos collègues. Vous parvenez à les éviter.

Vous décidez de faire vos comptes, et ce que vous voyez vous met de bonne humeur. Mercure vous apporte d'excellentes dispositions intellectuelles et ça vous permet de jongler correctement avec vos finances. Vos bonnes initiatives du moment sont récompensées.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous canalisez pas mal d'énergie dans vos activités, qu'elles soient d'ordre professionnel ou qu'elles concernent des activités plus personnelles. Vous n'aurez pas une minute à vous et votre retard vous obligera à effectuer des heures supplémentaires.

La Lune dans votre signe activera vos neurones et des idées porteuses pour renflouer votre compte en banque. Votre but ne sera pas de gagner des millions, donc vous ne passerez pas trop de temps à récolter des euros, car le temps sera de l'argent.



Poisson (19 février - 21 mars)

Bravo, ami Poissons ! Vos talents sont mis en lumière. Vous avez toutes les qualités demandées si vous souhaitez changer de poste. Vous pouvez aussi prétendre à une augmentation. Aujourd'hui on ne peut rien vous refuser, profitez-en !

Vous pourriez avoir la formule gagnante, cher Poissons, du moins celle qui vous assure une stabilité financière. De cette façon, vous aurez largement les moyens d'appréhender la situation. Vous disposez de bons appuis en cas de difficultés.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**



Kamassa lève le voile !



1274 **Malikilé**



Les enfants de



1275 **Malikilé**



Le président Cissé



1276 **Malikilé**



La grande annonce !



1277 **Malikilé**



242 filles et femmes installées



1278 **Malikilé**



Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



1279 **Malikilé**



Incursion Toli ou robe pour défendre l'Union et le HCIM



1280 **Malikilé**



Les travaux débutent aujourd'hui !



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23